



Rapport annuel
Collectif Féminisme et Démocratie
1^{er} Avril 2005 au 31 mars 2006

Activités d'éducation politique

Dans la dernière année, le Collectif a tenu **20 activités** de formation qui ont regroupé environ **500 participants, dont 80% de femmes**. Les milieux syndicaux, les groupes de femmes et les groupes citoyens ont été rejoints en priorité. L'accent a été mis sur la critique de l'avant-projet de loi gouvernemental et sur les mesures positives à implanter pour l'atteinte de l'égalité.

Un document « power point » a été développé afin de soutenir les présentations auprès des grands groupes et certains outils spécifiques à l'avant-projet de loi ont été produits. Les évaluations recueillies lors de ces activités témoignent d'un taux de satisfaction très élevé chez les participantes et participants.

Par ailleurs, une conférence a été tenue au mois de juin afin de faire connaître l'expérience de la Commission citoyenne vécue en Colombie-Britannique dans le cadre du processus de réévaluation de son mode de scrutin.

Soutien à la mobilisation

Notre objectif initial était que 50 femmes ou groupes de femmes déposent un mémoire à la Commission parlementaire spéciale sur la Loi électorale. En cours de route, celui-ci est passé de 50 à 100. En effet, en septembre 2005, le Collectif lançait l'Opération « 100 voix de femmes pour la démocratie! » en collaboration avec la Fédération des femmes du Québec (FFQ), l'R des centres de femmes, le Réseau des tables régionales des groupes de femmes et l'Intersyndicale des femmes.

Des interventions en faveur de la mobilisation ont été effectuées lors du congrès de l'Afeas, de l'Assemblée générale de la FFQ et d'une rencontre du Réseau des tables régionales des groupes de femmes.

Finalement, 125 mémoires de femmes et groupes de femmes ont été déposés à la Commission parlementaire dans le cadre de cette opération. La Commission a reçu 369 mémoires ce qui signifie que **la parole des femmes a représenté au bas mot 34,5%**. (Il est possible que d'autres mémoires aient été déposés sur une base individuelle).

Il s'agit d'un résultat exceptionnel comparé à la consultation réalisée en 2002 par la Commission des institutions alors que 9 groupes de femmes et 28 femmes sur une base individuelle avaient présenté des mémoires. Total 37 sur 133 (28%).

49 de ces mémoires étaient des mémoires personnalisés et les autres étaient des mémoires brefs qui venaient appuyer l'ensemble de nos revendications.

72 femmes ou groupes de femmes se sont présentés lors des audiences pour prendre la parole, dont **36** issus de l'Opération 100 voix de femmes.

Le Collectif a aussi organisé **six débats publics** (2 à Québec et 4 à Montréal) en collaboration avec l'Institut du Nouveau Monde, l'UQAM et le Musée de la civilisation du Québec. Ces activités ont permis de rejoindre **plus de 200 personnes**. Parmi les sujets abordés, on retrouve :

- la correction du déficit démocratique (2);
- le pluralisme et la place des régions (2);
- la question nationale;
- le bilan de la commission parlementaire.

La chargée de projet a aussi participé à un débat organisé par l'Institut de recherche féministe (IREF) sur la représentation des femmes en lien avec la réforme du mode de scrutin.

Soutien à la prise de parole

Afin de soutenir la prise de parole du mouvement des femmes en lien avec la réforme du mode de scrutin et la Commission parlementaire, le Collectif a poursuivi la diffusion des documents produits en 2004-2005 : argumentaire féministe et outil d'analyse critique de l'avant-projet de loi. Une version anglaise de cet outil a d'ailleurs été produite et diffusée.

En plus, il y a eu la production d'un **outil aide-mémoire** pour aider les groupes à préparer un mémoire personnalisé pour la Commission, **d'un mémoire bref** pour ceux qui ne disposaient que de très peu de temps à consacrer à cet exercice et **d'un guide préparatoire** à la Commission parlementaire pour les aider à se préparer aux audiences. Tous ces outils ont été amplement utilisés par les femmes et les groupes de femmes. De plus, un soutien individuel a été apporté à **14 groupes** dans la préparation de leurs mémoires : feed back, corrections, commentaires.

Le Collectif a aussi déposé son propre mémoire à la Commission, en l'occurrence un document fort substantiel qui fut accompagné d'un résumé. L'objectif était d'en faire un outil de référence pour toute personne s'intéressant à la question de la place des femmes en politique et à la réforme électorale proposée par le gouvernement du Québec. Jackie Steele, Emmanuelle Hébert et Louise Paquet étaient les responsables de la production de ce mémoire.

Pendant toute la durée de la Commission parlementaire, de courts textes argumentaires ont été diffusés afin d'alimenter celles qui se présentaient aux audiences.

Enfin, un document d'**analyse critique de la position du Conseil du statut de la femme du Québec** a été produit en collaboration avec l'Intersyndicale des femmes. Il a reçu l'appui de la FFQ, de l'R des centres de femmes du Québec et

du Réseau des tables régionales des groupes de femmes. Il a fait l'objet d'une large diffusion dans le mouvement des femmes et plusieurs lettres d'opinion ont été produites afin de synthétiser notre critique. La tenue d'un débat public n'a pu se réaliser, le CSF ayant refusé notre invitation.

Stratégie de communication

Tout au cours de l'année le Collectif a cherché à intervenir pour susciter un débat sur la place publique sur la question de la représentation politique des femmes. En premier lieu, il s'est donné une stratégie de relations de presse en fonction de la Commission parlementaire et a produit divers textes :

- publication d'une lettre conjointe (MDN-CFD-MDCQ) sur la réforme du mode de scrutin dans le journal Le Devoir(mars);
- publication d'un article dans la revue Relations (mai);
- publication d'un article dans la revue A bâbord! (décembre);
- publication d'une lettre d'opinion dans le journal le Devoir (8 mars);
- contribution à un article paru dans le cahier spécial du 8 mars pour souligner la Journée de la femme (Le Devoir);
- diffusion de 5 communiqués de presse dont un en collaboration avec le MDN pour faire connaître notre bilan de la Commission.

Des entrevues ont aussi été accordées à certains médias communautaires de la région de Montréal.

Les réseaux féministes ont particulièrement bien couvert le débat entre le CFD et le CSF sur la réforme du mode de scrutin. Malheureusement, les grands médias se sont peu intéressés au différent existant entre les deux organismes malgré nos efforts pour faire connaître notre position.

Information et mise en réseau

La liste de diffusion du Collectif est passée à **plus de 900 personnes** et des bulletins réguliers « Actualités » ont été produits afin de les tenir informées des développements concernant les questions liées à la représentation politique des femmes et à la réforme du mode de scrutin.

Une veille informationnelle dans notre site Internet a permis aux intéressées de connaître l'actualité en regard de la réforme : publications, communiqués, prises de position, textes de réflexion, etc. (www.feminismeetdemocratie.ca)

L'achalandage de notre site a toujours été en croissance. La période de novembre à avril a constitué le temps fort de la fréquentation (**1000 visites par mois**) en raison de la tenue de la Commission parlementaire.

Représentation politique

Emmanuelle Hébert et Louise Paquet ont présenté le mémoire du Collectif devant la Commission parlementaire en janvier 2006.

Emmanuelle Hébert a aussi pris la parole à Ottawa lors du colloque pour souligner le 25^e anniversaire de l'adoption de la Charte canadienne des droits et libertés, a participé à un panel sur la réforme du mode de scrutin lors de l'Université d'été de l'Institut du Nouveau Monde et a participé à un panel sur la représentation politique des femmes issues de l'immigration. Jackie Steele a représenté **le Collectif à l'ONU** dans le cadre de la 50^e session de la Commission sur le Statut de la femme qui s'est tenue à New York en mars 2006.

Par ailleurs, Jackie Steele et Martine Blanc ont rencontré *Femmes autochtones du Québec* afin de connaître leurs préoccupations dans le cadre de la réforme. Lorraine Guay et Louise Paquet ont rencontré le ministre Benoît Pelletier, responsable de la réforme des institutions démocratiques afin de lui faire part de nos revendications. Des contacts étroits et réguliers ont d'ailleurs été établis avec les membres du Cabinet du ministre afin de s'assurer que la voix des femmes soit bien entendue lors de la Commission. Des contacts aussi été établis avec le porte-parole de l'Opposition officielle dans ce dossier, monsieur Luc Thériault.

Plusieurs militantes du Collectif ont été présentes au Colloque « Montréal, une ville à la mesure des femmes ».

Vie démocratique et gestion

Afin de réaliser son plan d'action, le Collectif a tenu diverses rencontres : 7 réunions régulières des militantes actives, environ 6 rencontres du comité de coordination, 1 rencontre de travail avec nos partenaires pour préparer la mobilisation de l'automne 2005 et une assemblée générale (13 septembre). En plus, deux comités de travail internes ont été mis sur pied : le comité de représentation politique et le comité responsable du mémoire.

Un comité spécial inter-organismes a été formé spécifiquement pour coordonner la stratégie de mobilisation en regard de la Commission parlementaire.

Afin de réaliser son plan d'action, le Collectif a reçu l'appui financier du ministère de l'Éducation du Québec qui a accepté de financer nos activités pour une période de deux ans ainsi que du programme « À égalité pour décider » du gouvernement du Québec. Mentionnons aussi le soutien étroit et important du Service aux collectivités de l'UQAM en la personne d'Irène Demczuk.

Liste des militantes actives impliquées en 2005-2006

Michèle Asselin	Carole Benjamin
Marie-France Benoît	Martine Blanc
Véronique De Sève	Carole Dodier
Lorraine Guay	Emmanuelle Hébert
Louise Paquet	Anne Pasquier
Jackie Steele	Marie-André Thollon

Comité de coordination stratégique

Carole Dodier, Véronique de Sève, Jackie Steele.

Comité de représentation politique,

Emmanuelle Hébert, Lorraine Guay, Jackie Steele.

Comité du mémoire

Emmanuelle Hébert, Jackie Steele.

Comité de mobilisation

Michèle Asselin (FFQ), Odile Boisclair (R des centres de femmes), Blanche Paradis (Réseau des tables régionales des groupes de femmes), Chantal Locat (Intersyndicale des femmes).

En tant que chargée de projet, Louise Paquet a participé à tous les comités.